

LES ÉLECTIONS BELGES

La social-démocratie belge vient de subir la défaite la plus grave de son histoire : un électeur socialiste sur quatre l'a abandonnée aux élections législatives du 23 mai. C'est le résultat inévitable de quatre années de participation à un gouvernement de coalition avec la bourgeoisie, au cours desquelles tous les espoirs et tous les objectifs de la grève générale de décembre 1960-janvier 1961 (qui dans un certain sens avait ramené les socialistes au gouvernement) ont été systématiquement trahis.

Ces années de trahison ont eu un double résultat. Les ouvriers les plus conscients ont rompu avec la social-démocratie et ont voté pour des candidats se situant à la gauche du P.S.B. Des ouvriers moins conscients ont surtout subi les effets du découragement et de la démoralisation provoqués par la social-démocratie, et voté pour des partis d'opposition bourgeois, le « Parti de la Liberté et du Progrès » (l'ancien parti libéral, qui rêve de rassembler toutes les classes moyennes conservatrices) et les nationalistes flamands de la Volksunie.

Sur les 470.000 voix perdues par le P.S.B., on peut dire qu'un tiers est allé à gauche et deux tiers sont allés à droite. Dans ce sens, le trait dominant des élections a été incontestablement une poussée à droite, avec comme tendance secondaire, la cristallisation à l'extrême-gauche d'un courant ouvrier radicalisé. Cependant, ces chiffres bruts exagèrent quelque peu l'ampleur de la poussée à droite. En Wallonie, où il y avait pratiquement partout des listes à gauche du P.S. pour lesquels les ouvriers pouvaient voter avec des chances raisonnables de « voter utile », plus de 50 % des voix perdues par le P.S. se sont portées vers la gauche. A Anvers, la seule ville flamande où il y avait une situation analogue, plus de 70 % des voix perdues par la social-démocratie vont à gauche (à Liège, le pourcentage est 65 %). Mais dans le reste de la Flandre, il n'y avait pas une véritable alternative pour les travailleurs. Le P.C. y est extrêmement faible, n'obtenant que 1 ou 2 % et souvent même moins de 1 % des votes. Il n'y avait pas de liste socialiste de gauche. Ceci a eu pour effet que plus de 85 % des voix perdues par le P.S. sont allées vers la droite, ce qui modifie profondément la moyenne nationale. *Le fond du problème, c'est que les électeurs socialistes abandonnant la social-démocratie ont voté à gauche, partout où ils avaient une possibilité de le faire efficacement.*

Les listes à gauche du P.S.B. ont doublé leur force électorale. En 1961, le P.C. avait obtenu 160.000 voix. Maintenant, l'ensemble de ces listes ont obtenu près de 330.000 voix. Ce fait prouve sans conteste qu'il existe un courant de radicalisation incontestable au sein des masses laborieuses, même s'il s'agit encore d'un courant minoritaire (pour l'ensemble des électeurs, le pourcentage des voix obtenu par l'extrême-gauche passe de 3 à 6 %). Cependant, la représentation parlementaire de l'extrême-gauche n'augmente pas exactement dans les mêmes proportions. En 1961, il y avait 5 députés et 1 sénateur communistes. Cette fois-ci il y aura vraisemblablement 5 députés communistes, 2 députés du nouveau parti socialiste de gauche, 1 député du « Front Wallon » qui est un ancien secrétaire national des syndicats F.G.T.B. et ancien lieutenant d'André Renard, 3 sénateurs communistes et 1 sénateur du nouveau parti socialiste de gauche.

Le parti socialiste de gauche, qui a

été fondé quelques mois avant les élections, était placé devant des difficultés insurmontables pour effectuer une participation efficace à la campagne électorale. Il a essayé de résoudre ces difficultés en formant partout un cartel électoral avec le P.C. khrouchtchévien (après avoir appelé le P.C. pro-chinois à participer à ce cartel, mais ce parti refusa net), sauf dans les arrondissements de Liège et de Verviers. Dans ces deux districts il a obtenu 24.000 voix contre 55.000 pour le P.C. (qui en avait 40.000 en 1961). Il est assez difficile d'estimer le nombre de voix obtenues par les socialistes de gauche dans le reste du pays, ceci en raison du cartel. Le seul point de référence est celui des élections de 1961 ; mais à ce moment, le P.C. n'avait pas encore été divisé entre « khrouchtchéviens » et « pro-chinois ». On peut considérer qu'il est certain que toutes les voix obtenues en 1965 par le P.C. pro-chinois, sont d'anciennes voix communistes de 1961. On peut, par ailleurs, supposer que même sans cartel avec les socialistes de gauche, le P.C. aurait gagné des voix à ces élections, mais ce dans une mesure variable de région en région. En faisant des calculs assez compliqués, on arrive à la conclusion que les socialistes de gauche ont vraisemblablement remporté environ 60.000 voix (dont 24.000 à Liège, 13.000 à Bruxelles, 12.000 à Namur, 7.000 dans le Hainaut). Le P.C. pro-chinois a remporté 24.000 voix pour l'ensemble du pays ; le « Front Wallon » susmentionné également 24.000 voix ; la liste Camille Huysmans, à Anvers, 16.000 voix. Le P.C. Khrouchtchévien a donc reçu lui-même un peu moins de 200.000 voix, soit un progrès de 25 % par rapport aux élections de 1961.

Il est intéressant d'examiner les « votes de préférence ». L'électeur belge peut voter de deux différentes façons : soit en tête de liste, soit pour un candidat individuel. La majorité des électeurs ouvriers votent en tête de liste. Aux élections pour la Chambre des Députés à Bruxelles, le cartel « Union de la Gauche Socialiste-Parti Communiste » a obtenu 30.500 voix, dont 23.500 voix en tête de liste et 7.000 voix de préférence. Celles-ci se partagent de manière égale entre les candidats socialistes de gauche et les candidats du P.C., le premier candidat socialiste de gauche, Pierre Le Grève, obtenant le chiffre le plus élevé (2.300) et battant de peu l'ancien député communiste Moulin. Les candidats socialistes de gauche sur les listes de cartel dans d'autres régions totalisent des milliers de voix (tête de liste au Sénat à Nivelles : 1.000 voix ; tête de liste au Sénat à Charleroi : 2.000 voix ; tête de liste à la Chambre à Namur : 7.000 voix ; tête de liste à la Chambre à Soignies : 1.000 voix, etc.) ce qui démontre en tout cas qu'une fraction importante des voix du cartel est due à des voix socialistes de gauche.

Les socialistes de gauche ont mené leur campagne électorale en général sur une ligne de classe, et leur programme — pratiquement partout indépendant de celui du P.C. avec lequel ils formaient cartel — fut, de loin, le programme le plus à gauche présenté aux électeurs. A Bruxelles, Nivelles, Charleroi, Soignies, Thuin, la campagne fut axée sur les idées « Contre le gouvernement de coalition avec la bourgeoisie, gouvernement des travailleurs. Nationalisation des charbonnages, du gaz, de l'électricité, de l'industrie du pétrole, des banques, des compagnies d'assurances, des holdings et de toutes les sociétés de crédit. Contrôle ouvrier. Quittons l'O.T.A.N.. Appui complet à la lutte d'émancipation des peuples coloniaux. Hors du Vietnam et

de Saint-Domingue, les troupes américaines. Service National de Santé, etc. » Dans les publications électorales communes entre le P.C. et les socialistes de gauche, l'opposition des deux lignes de front fut frappante. Ainsi un journal électoral répandu dans tous les ménages à Charleroi comportait face à face un appel du P.C. et un appel du Parti Wallon des Travailleurs. Le premier avait pour manchette : « Le Parti Communiste vous pose les questions suivantes ». Le deuxième comportait la manchette que voici : « Le Parti Wallon des Travailleurs appelle les ouvriers à arracher par leur action... ». Le programme minimum commun des deux partis fut considérablement radicalisé sous pression des socialistes de gauche, les communistes incluant finalement les formules du gouvernement des travailleurs, du contrôle ouvrier, de la sortie de l'O.T.A.N., et des réformes de structure anti-capitalistes, formules auxquelles ils avaient résisté pendant des années.

En pleine campagne électorale, la question d'une manifestation contre l'intervention de l'impérialisme américain au Vietnam fut posée. Le P.C. khrouchtchévien accepta l'idée d'une manifestation commune de toutes les forces de gauche (y compris le P.C. « pro-chinois »), mais voulut des mots d'ordre « souples » comme « Paix au Vietnam » ou « Négociations de paix au Vietnam ». Le P.C. pro-chinois eut en général des mots d'ordres plus justes, plus militants (« Hors du Vietnam, les troupes américaines »), mais opposa un refus sectaire à toute manifestation commune avec le P.C. khrouchtchévien. Les socialistes de gauche défendirent l'idée d'une manifestation unitaire, mais sur des mots d'ordre anti-impérialistes justes. Les pro-chinois manifestèrent d'abord seuls, le 24 avril, et ne purent mobiliser que quelque 250 manifestants. Finalement, le 15 mai, la manifestation eut lieu sur la ligne juste imposée par les socialistes de gauche, le P.C. pro-chinois étant obligé de participer lui aussi. Il y eut 1.500 manifestants. A Pékin, on aura sans doute remarqué la différence entre les deux chiffres...

En général, l'apparition d'un nouveau parti à gauche du P.C. khrouchtchévien, mais sur une ligne non sectaire, place à la fois les réformistes et les pro-chinois dans une situation embarrassante. Ils se tirent d'embarras en le qualifiant de « trotskyste ». « Voilà où les choses en sont arrivées », écrit « Le Peuple », quotidien du P.S., au lendemain de la manifestation de solidarité avec le peuple vietnamien : « les khrouchtchéviens et les pro-chinois manifestent sous la direction des trotskystes ». « La Voix du Peuple », l'hebdomadaire du P.C. pro-chinois, attaque en première page les khrouchtchéviens pour « avoir dégénéré au point de faire élire un député trotskyste à Bruxelles », mais attaque, quelques pages plus loin, les socialistes de gauche pour avoir « pour des raisons électoralistes formé une alliance avec les khrouchtchéviens avec lesquels ils sont en désaccord ».

La fédération liégeoise du nouveau parti socialiste de gauche, la plus forte, qui dispose d'une importante base ouvrière, a subi une première crise au cours de la campagne électorale. Les dirigeants, dont le nouveau député, François Perin, ont conclu une alliance électorale avec le « Front Wallon » et d'autres courants du même genre, qui mènent une propagande essentiellement nationaliste wallonne et repoussent à l'arrière-plan les thèmes anti-capitalistes prononcés. Une partie de la base du P.W.T. à Liège n'a pas accepté ce tournant opportuniste et a constitué une tendance pour en revenir au programme anti-capitaliste original du P.W.T. De toute manière, on n'est qu'à la première phase de la crise du P.S. et du regroupement des forces de gauche sur un programme anti-capitaliste prononcé. D'autres crises et d'autres regroupements suivront à coup sûr.

Henri VALIN.

Les tendances dans la direction

Les divergences de plus en plus profondes se sont exprimées de façon vive au C.C. du P.C. italien dans sa session des 3-5 juin. Au lieu d'obtenir un vote unanime, comme à l'accoutumée, une résolution présentée par le secrétaire général, Luigi Longo, fut seulement adoptée à la majorité, quatre voix votant contre et trois s'abstenant.

A l'ordre du jour, il n'y avait qu'un point, un rapport de Paolo Bufalini sur « les problèmes de l'unité du mouvement ouvrier et socialiste italien ». La question d'un « parti unifié » de la classe ouvrière, soulevée tout d'abord par le dirigeant de l'aile droite, Giorgio Amendola, avait déjà été traitée par Longo à la session du C.C. des 21-23 avril. Longo envisageait l'unification du P.C. italien, du P.S.I.U.P. (le parti qui s'était séparé du P.S.I. de Nenni) et d'une tendance du P.S.I. dirigée par Lombardi, Santi et Giolitti. On escomptait que cette tendance se séparerait du P.S.I. dans le cas où celui-ci s'unifierait avec le P.S.D.I. (le parti social-démocrate de Saragat), ce qui pourrait avoir lieu après le prochain congrès du P.S.I. Etant donné que la tendance Lombardi ne paraît pas favorable à l'unité avec le P.S.I.U.P., les dirigeants du P.C. italien espéraient qu'elle rejoindrait un « parti unifié » s'il se formait.

A la session d'avril, le C.C. désigna une commission composée de Longo, Amendola, Ingrao, G.C. Pajetta, Berlinguer, Bufalini, Occhetto, Rossanda,

U.R.S.S.

Le débat des historiens

Les informations officielles qui parviennent d'Union soviétique ne donnent qu'un tableau très incomplet de la fermentation intellectuelle qui y sévit. Les informations non officielles ne sont pas nombreuses également et souvent sujettes à caution. Cependant, celles qui viennent de publier un mensuel de l'émigration polonaise, *Kultura* (avril), présentent un caractère d'authenticité. Il s'agit d'un débat tenu les 17 et 18 juin 1964 à l'Institut historique de l'Académie des sciences soviétique. L'article a été certainement écrit sur des notes prises par un observateur, car des historiens non soviétiques ont assisté à ce débat. Il portait sur le projet du 9^e volume de « l'Histoire de l'URSS », s'étendant sur les années 1933-1941.

Le premier participant au débat, A.P. Koruchev, souleva la question des camps. De nombreux travaux, comme celui du canal de la mer Blanche, ont été effectués par des prisonniers politiques qui n'ont jamais été « réhabilités ». Koruchev déclara qu'il faudrait que l'histoire officielle indique combien de main-d'œuvre des camps fut utilisée à de tels travaux. Il demanda aussi que le livre confirme ou démente les publications occidentales qui prétendent que le pacte Hitler-Staline de 1939 contenait des clauses secrètes. Enfin, il demanda aussi que l'histoire explique les leçons que la guerre de Finlande avait enseignées à l'armée soviétique.

Un autre orateur critiqua le projet soumis à la discussion parce qu'il n'expliquait pas les mesures de répression et de torture employées pendant la période dite du « culte de la personnalité » et qu'il mentionnait trop peu de noms de victimes. Un autre participant repoussa l'idée que seule la venue d'Hitler au pouvoir avait entraîné l'écroulement de la démocratie en URSS ; il ajouta que c'était l'œuvre même de Staline et qu'il fallait analyser cette période et expliquer pourquoi le peuple soviétique avait fait confiance à Staline.

L'intervention d'une historienne, Genkina, souleva un débat sur les parties des archives soviétiques qui étaient encore inaccessibles. Une autre historienne voulait que l'histoire donne des détails sur la participation soviétique à la guerre civile